

LA GRANDE INTERVIEW

L'ENVERS DU DÉCOR

Didier Jacquier, c'est le patron des enseignants de primaires valaisans depuis huit ans. Un patron particulier, car il n'a pas de réel pouvoir de décision. Président de la SPVal, il n'a jamais voulu lâcher sa salle de classe... même à 30%. Aujourd'hui, il vit sa dernière journée dans le costume du syndicaliste enseignant. A la rentrée, il retrouvera ses bancs d'école à 100% pour ses trois dernières années d'enseignement. Si sa plus grande fierté à la tête de la SPVal reste la balade des savoirs organisée à Martigny, le grand public retiendra son opposition à Oskar Freysinger au début de son mandat. Aujourd'hui, la relation n'est plus aussi tumultueuse, mais ils ne partagent toujours pas la même vision de l'école. Pendant une heure d'interview, le patron de la SPVal n'a rien caché de ses relations difficiles notamment avec Jean-Marie Cleusix, mais il a aussi et surtout porté un regard sur l'école valaisanne d'aujourd'hui et son évolution.

Désormais, la balle est dans le camp de son successeur, Olivier Solioz, qui devra trouver son propre style. «Il ne faut pas qu'il fasse du Didier Jacquier 2», lui conseille le président sortant.

«Le politique reste trop dans l'idée d'une école traditionnelle»

DIDIER JACQUIER En plus de vivre le dernier jour de l'année scolaire, le président de la Société pédagogique valaisanne quitte cette fonction après huit ans d'activités. Une bonne raison pour parler d'école.

A l'heure de l'interview, Didier Jacquier est prêt à répondre à tout, derrière un pupitre de classe primaire. Un avant-goût de sa prochaine rentrée où l'ancien président de la SPVal reprendra sa tâche d'enseignant à 100%. «J'aurai des classes de 3H et 4H (anciennement 1re et 2e primaire), dans mon village de Vernayaz», se réjouit-il. L'homme s'appuie sur le dossier de sa chaise, au taquet pour répondre aux questions.

Didier Jacquier, en huit ans de règne à la tête de la SPVal, qu'est-ce qui a été le plus difficile?

Accepter certaines nominations. (*Sourire jaune.*) En huit ans, j'ai participé à l'élaboration de trois lois. Quand je suis arrivé, on finissait celle sur le CO. Ensuite il y a eu le traitement et le statut de l'enseignant et enfin la loi sur l'enseignement primaire (LEP). Organiser la balade des savoirs a été un grand travail, mais aussi une grande satisfaction.

En huit ans, avez-vous réussi à faire changer l'école?

Entre le début où l'on est parti avec beaucoup d'espoir de faire quelque chose de novateur et le

moment où la LEP a passé devant le Grand Conseil, nos espérances se sont souvent évaporées. Par exemple, la LEP ne préconise pas de travailler davantage en équipe, sans casser le titulariat. Cela a été complètement balayé.

Parce qu'il y a eu un lobby des enseignants qui n'en voulaient pas?

Non, ce ne sont pas les enseignants qui ont cassé cette idée, mais les députés qui restent dans l'idée d'une école traditionnelle.

Il existe donc un décalage entre le monde politique et le terrain...

Il a certainement toujours existé, mais les politiques essaient davantage de faire pression pour faire passer une certaine vision de l'école. On devrait plus faire confiance aux professionnels.

s'engagent beaucoup et essaient de faire le maximum.

Avez-vous l'impression que les enseignants sont assez contrôlés en Valais?

En primaire, oui. Il y a des inspecteurs. L'encadrement y est beaucoup plus fort qu'en secondaire II où les gens font ce qu'ils veulent. Par ailleurs, un enseignant qui ne travaille pas bien est rapidement mis à l'ordre par la hiérarchie. Je pense aussi que les enseignants devraient être plus mobiles. Quelqu'un qui fait toute sa carrière en cinquième primaire perd un peu la vision verticale de l'enseignement. J'ai eu la chance d'être dans une petite école et j'ai souvent eu l'occasion de changer de degrés. Cela me donnait une vision complètement différente.

L'idéal serait ainsi de faire tourner les professeurs?

C'est mon avis, mais ce n'est pas celui de la majorité de mes collègues. Selon moi, la mobilité nous apporte une plus-value pour la vision du programme. On entend beaucoup que le Plan d'études romand (PER) est compliqué, mais ce sont souvent des choses récurrentes car il y a quand même une logique dans le cursus de l'élève. Le PER est simplement exigeant.

L'enseignant, c'est mieux qu'il soit un «homme comme un autre» ou qu'il soit l'Autorité?

On a le droit de faire des erreurs, on a le droit d'accepter ces erreurs. C'est important que l'élève en venant à l'école sache qu'il a le droit de se tromper. Je dis toujours aux parents qu'on n'est pas là pour que l'écolier réponde tout juste. Si c'était le cas, le gamin n'aurait pas be-

soin de venir à l'école. Notre travail est de donner confiance à l'élève, de l'aider à corriger ses erreurs.

Une étude suisse a montré qu'il existait beaucoup de cas de burn-out chez les enseignants. Avez-vous cette impression pour le Valais et comment l'expliquer?

Il y en a aussi en Valais, oui. Mais on n'a pas de chiffres à cause du secret médical. Je pense que le facteur professionnel n'est pas unique. Il y a plusieurs causes au burn-out; la raison peut être familiale notamment. Une des explications du burn-out est à trouver aussi dans le perfectionnisme de certains qui ne laissent rien passer. De mon point de vue, les enseignants devraient plus souvent lâcher prise et ne pas se charger de toutes les difficultés.

Depuis une année, on parle beaucoup d'économies à l'école en raison des restrictions budgétaires. Ça vous inquiète?

On a des chefs obnubilés par les budgets et qui oublient d'avoir une vision pour l'école. Je pense à Jean-Marie Cleusix. Chaque fois que l'on parle avec lui, il revient sur les budgets. Ensuite, il nous dit que l'année prochaine il y aura moins de souci; la fois suivante, il affirme que la situation est difficile.

Y a-t-il, pour l'instant, des conséquences sur l'enseignement?

Pour l'instant, non, car on n'a pas touché aux choses essentielles de l'enseignement.

Ces problèmes budgétaires sont arrivés en même temps qu'Oskar Freysinger au gou-

vernement. Presque immédiatement vos conflits ont été publics. Aujourd'hui, quel est votre rapport avec votre ministre?

Il est moins tumultueux qu'au début même si je ne partage pas son approche de l'école. M. Freysinger était arrivé comme Zorro pour régler les problèmes: il voulait faire du one to one avec les enseignants. Rapidement, il s'est rendu compte que ce n'était pas possible et a changé d'attitude. Il s'est aussi normalement éloigné du terrain. Mais nous avons des approches différentes de l'école. Il voit l'école comme un lieu de transmission du savoir; je suis davantage pour un apprentissage participatif.

Durant cette période, Jean-Marie Cleusix a remplacé Jean-François Lovey comme chef du service de l'enseignement. C'est donc lui qui est sur le terrain.

Et M. Cleusix est beaucoup plus problématique que M. Freysinger car, justement, il est aux commandes du Service de l'enseignement. Il est persuadé que rien ne peut lui arriver. Un homme qui reste, alors que 80% du Grand Conseil a voté pour son départ, cela me dérange fortement. Le Grand Conseil étant le représentant du peuple. Je ne peux pas avoir confiance en M. Cleusix. Quand vous n'avez pas confiance en votre chef, il y a un malaise.

Cette situation est tenable sur le moyen et le long terme?

Pour l'école valaisanne, ce serait bien que ça s'arrête. Je crains aujourd'hui que les gens à responsabilités partant à la retraite soient remplacés par des personnes dans la ligne de M. Cleusix.

«Les enseignants devraient être plus mobiles et ne pas avoir peur du changement.»

Si vous deviez décrire l'école valaisanne, que diriez-vous?

C'est une école de qualité.

Pour avoir travaillé pendant huit ans avec mes collègues romands, je peux affirmer qu'on a de la chance d'avoir des enseignants qui

